



13 juin 2013

Bulletin n° 13

Le ministre de l'Éducation « cherche à s'entendre avec le SCFP »

BURNABY – Malgré la rupture des pourparlers, le nouveau ministre de l'Éducation de la C.-B., Peter Fassbender, a dit hier au journal Vancouver Sun : « Il est encore tôt pour que je puisse commenter l'état des négociations. Il faut laisser les choses suivre leur cours; je ne m'embarquerai pas dans un débat sur ces négociations à ce stade. Par contre, je sais que nous cherchons à nous entendre avec le SCFP aussi et que les négociateurs travaillent très fort pour y arriver. »

Les négociations à l'échelon provincial ont été totalement rompues en avril, après six mois d'échanges infructueux. Les parties ne se sont pas adressé la parole depuis.

Le président du Conseil des présidents du secteur scolaire du SCFP-C.-B., Colin Pawson, a déclaré ceci : « Le ministre a raison de dire que tout repose sur la négociation. Et le SCFP est toujours prêt à reprendre des négociations sérieuses. Ce que nous voulons, c'est une convention collective juste, raisonnable et négociée, qui saura régler nos principaux enjeux : la sécurité d'emploi et les salaires. »

Plus de 70 pour cent des 27 000 travailleurs du secteur scolaire affiliés au SCFP-C.-B. ont un mandat de grève. Trente-huit sections locales du SCFP-C.-B. dans ce secteur ont obtenu le droit de grève; dix autres tiendront bientôt un vote en ce sens. On s'attend à ce que presque toutes les 57 sections locales concernées aient tenu un vote de grève d'ici la fin de juin.

Ces mandats de grève surviennent à la suite d'impasses dans les négociations provinciales et locales, en raison de l'immobilisme du gouvernement provincial. Des moyens de pression sont déjà en cours, section par section, comme le refus des heures supplémentaires, la tenue de séances d'étude et le piquetage en dehors des heures de classe. Il n'y aura pas de moyens de pression majeurs d'ici septembre.

En réaction au fait que la première ministre Christy Clark a majoré de 18 pour cent la rémunération de son personnel politique, M. Pawson a déclaré que « c'est le même gouvernement qui refuse toute augmentation de salaire, depuis 2009, aux travailleurs qui assurent la propreté, la sécurité et le caractère inclusif de nos écoles. Nos membres gagnent en moyenne 24 000 \$ par année, comparativement aux 230 000 \$ que l'état-

major de Mme Clark puise dans le trésor public, alors que le gouvernement prétend ne plus avoir d'argent pour l'enseignement public. »

« Au lieu d'insister pour que les conseils scolaires fassent toujours plus avec toujours moins, poursuit-il, ce gouvernement devrait mettre nos enfants et la qualité de l'enseignement public au sommet de ses priorités. Et cela veut dire financer adéquatement le personnel scolaire et les programmes. Cette hausse du salaire du personnel politique est une gifle au visage de tous les contribuables qui s'attendent à ce que leur argent durement gagné serve à l'éducation de nos enfants. »

Le SCFP représente des aides-enseignants, des employés de bureau, des gens de métier, des travailleurs autochtones, des gardiens, des travailleurs auprès des jeunes et des familles, des chauffeurs d'autobus et d'autres classes d'emplois dans 53 conseils scolaires britanno-colombiens.

@CUPEbcschools

:vm/sepb491